

APPEL À CONTRIBUTIONS

« Risques, protections, et dérèglement climatique »

Revue internationale des études du développement n°257 (2025-1)

Coordination du numéro

- **Hamidou Diallo**, économie, économiste et chercheur associé à l'UMR DIAL, IRD, France
- **Elsa Gautrain**, économie, post-doctorante, Université de Fribourg, Suisse
- **Karine Marazyán**, économie, enseignante-chercheuse, Université de Rouen - LASTA, France

Selon le rapport du GIEC (IPCC, 2022), environ 3,3 à 3,6 milliards de personnes vivent actuellement dans des zones fortement exposées au dérèglement climatique et à ses effets. Les pays du Sud concentrent les zones où les manifestations du dérèglement climatique sont déjà et seront plus nombreuses, qu'il s'agisse d'événements climatiques extrêmes (par exemple, les typhons et les dômes de chaleur), ou de phénomènes modifiant fondamentalement les caractéristiques de l'environnement (comme la montée du niveau des eaux, l'acidification des sols et le changement des régimes de précipitations). Par ailleurs, les populations des pays du Sud sont particulièrement vulnérables aux conséquences de ces bouleversements du fait de leur système de production largement orienté vers le secteur primaire et de leur développement économique et humain relativement faibles. Cela induit une capacité limitée à faire face aux événements destructeurs d'envergure et des options restreintes pour en atténuer les effets.

D'une part, l'exposition aux risques augmente, d'autre part, ces risques interagissent avec d'autres sources de vulnérabilités dans les pays du Sud, liées aux niveaux de pauvreté et d'informalité, aux inégalités sociales, ou encore à l'instabilité de contextes politiques ou sécuritaires. Ainsi, le dérèglement climatique soulève-t-il des interrogations quant aux moyens mis à la disposition des populations pour se couvrir contre des risques émergents et susceptibles d'être de plus grande envergure à l'avenir, et à la capacité effective de ces moyens de protéger le niveau de vie des individus et de leur ménage.

Les moyens dont disposent les individus pour se couvrir contre les risques sont divers. Dans cet appel à contributions, un intérêt particulier est porté aux mécanismes informels de couverture basés sur les relations familiales et communautaires ainsi qu'à deux outils formels que sont les politiques publiques de renforcement de la résilience des ménages et les produits d'assurance climatique accessibles sur les marchés.

L'analyse des outils et mécanismes n'est pas nouvelle dans les études du développement. Cependant, la hausse des risques ainsi que le changement de leur nature, avec des chocs climatiques d'envergure pouvant affecter simultanément un plus grand nombre d'individus (on parle de « chocs communs ») soulèvent une interrogation majeure : dans quelle mesure ces outils informels et formels existant restent-ils efficaces ? Un enjeu de ce dossier thématique est notamment de mieux comprendre l'adéquation de ces instruments de protection des individus à des besoins attendus accrus, et d'identifier des groupes d'individus en marge de toute protection.

Propositions attendues et objectifs du dossier

Ce dossier thématique a pour but de réunir des articles interrogeant la façon dont individus et organisations repensent ou non leurs modalités de gestion des risques pour mieux faire face aux défis climatiques. Pour croiser regards et méthodes, cet appel à contributions encourage la soumission de travaux s'inscrivant dans les quatre axes

ci-dessous, de toutes les disciplines des sciences sociales. Les analyses proposées peuvent reposer sur des données originales tirées d'enquêtes quantitatives et sur des données qualitatives issues d'entretiens, de récits de vie, de corpus de textes (presses, discours, etc.), en mobilisant des outils d'analyses quantitatives, qualitatives ou mixtes.

Axes de recherche

Pour orienter les contributions à ce dossier, nous proposons quatre axes de recherche, étant entendu qu'un article pourra s'inscrire dans plusieurs axes.

Axe 1 – Défis climatiques et stratégies informelles de gestion des risques : quelles reconfigurations ?

Dans un contexte où les besoins de protection sont substantiels, et où les moyens de protection formelle, tels que ceux proposés par l'État ou les marchés, demeurent peu accessibles, les familles forment l'un des premiers réseaux informels sur lequel les individus peuvent compter pour bénéficier d'une protection contre les aléas du quotidien.

Plusieurs caractéristiques du réseau familial, telles qu'un niveau élevé d'altruisme entre les membres, une circulation facilitée de l'information en son sein (liée à la multiplicité des interactions), expliquent son efficacité relative à assurer ses membres contre les aléas de la vie (Cox, 2007). Bien que la fonction de protection ne soit pas le seul déterminant (Platteau, 2014), elle contribue à expliquer les transferts nombreux de revenu observés entre membres au sein des familles. Les transferts de revenu au sein d'un réseau familial participent à la protection des individus contre des chocs affectant négativement leur revenu sous quelques conditions simples et notamment si les sources de revenu des membres de la famille sont diversifiées. Or, les événements climatiques peuvent toucher un vaste espace géographique et ainsi affecter négativement le revenu de communautés et de familles entières. Le dérèglement climatique remet donc potentiellement en cause la soutenabilité du réseau familial, quand il est local, pour faire face aux chocs climatiques et au besoin de protection. Comment le réseau familial s'adapte-t-il pour gérer les nouveaux risques liés au dérèglement climatique ? En particulier, observe-t-on une modification des choix de résidence des noyaux des membres de ce réseau dans un objectif de diversification des sources du revenu ?

Dans le contexte africain, la migration des individus vers des zones agro-climatiques (au sein du même pays ou dans un autre pays) différentes du milieu de départ est une des façons de construire ou de renforcer la résilience des familles contre les risques communs (Gubert, 2002 ; Marchetta, 2013, Defrance et al., 2023). Avec le dérèglement climatique, observe-t-on une intensification de telles migrations ? Comment ces migrations se recomposent-elles, à l'échelle nationale et internationale, quand les conditions d'accueil des migrants se dégradent (avec le durcissement des conditions d'accueil de migrants internationaux par exemple) ? Les familles exercent-elles une pression plus accrue sur leurs membres migrants pour transférer davantage d'argent ou plus fréquemment ?

Se couvrir contre les chocs grâce aux remises de fonds de migrants suppose en amont de pouvoir financer la migration d'un ou de membres de la famille. Or, il s'agit d'un coût significatif. L'envergure des chocs climatiques peut rendre ce financement plus difficile et plonger des familles dans une forme de trappe à immobilité. De telles trappes sont-elles observées ?

D'autres pratiques répondent, en partie, au besoin de protection des familles. C'est par exemple le cas du confiage des enfants pour renforcer les liens de solidarité au sein de la famille (et les transferts) (Isiugo-Abanihe, 1985) ou pour reporter, au moins ponctuellement, la charge d'un enfant à d'autres membres de la famille mieux lotis (Akresh, 2009 ; Beck et al., 2015 ; McGavock, 2023 ; Ronnkvist et al., 2023). C'est aussi le cas des mariages précoces des filles, en particulier là où leur mariage est associé au versement de compensations matrimoniales à leurs parents (Corno et al., 2020 ; Chort et al., 2022). Du fait du dérèglement climatique, comment ces pratiques évoluent-elles ?

D'autres réseaux confèrent une certaine protection sociale à leurs membres et donc aux individus. C'est notamment le cas des associations religieuses (Auriol et al., 2020), des groupes d'épargne (Baland et al., 2019), des entreprises (informelles ou formelles), mais aussi des associations de migrants pouvant subvenir aux besoins des membres non-

migrants grâce aux ressources accumulées à destination (Chauvet *et al.*, 2015). Comment le dérèglement climatique impacte-t-il la capacité de ces groupes à protéger leurs membres ?

Enfin, comment s'articulent, à l'échelle individuelle, ces potentielles différentes sources de protection : la famille, le groupe religieux, l'employeur (informel ou formel) ? Leurs actions se complètent-elles ? Se substituent-elles les unes ou autres ?

Axe 2 – Défis climatiques et outils de protection formels : quelles réponses des organisations formelles et des marchés ?

Plusieurs initiatives, introduites et financées (au moins en partie) par des organisations non-gouvernementales ou par les organisations internationales octroient une certaine protection aux populations. Ces initiatives peuvent être regroupées dans deux grandes catégories :

les transferts monétaires ou d'actifs productifs, tels que ceux de la BRAC (Bangladesh Rural Advancement Committee) visant à renforcer la résilience économique des ménages face aux chocs (Balboni *et al.*, 2022) ;

les programmes visant directement la réduction des risques climatiques en subventionnant les mesures de protection de l'environnement (comme les transferts pour services environnementaux, voir Jayachandran *et al.*, 2017).

Ces initiatives atteignent-elles leurs objectifs ? Quels est le coût de telles interventions ? Comment assurer leur pérennité ? L'efficacité de ces programmes repose en partie sur le bon ciblage des populations bénéficiaires. Comment ce ciblage est-il effectué et comment est-il perçu par les populations ? Cet appel encourage les propositions qui abordent la question de la méthodologie de ciblage, la façon dont l'exposition aux risques climatiques est objectivée pour identifier les bénéficiaires mais aussi potentiellement instrumentalisée par les élites locales pour capturer les ressources.

Les politiques publiques de protection sociale, inspirées des modèles européens, couvrent habituellement le risque santé. Cependant, l'exposition accrue des populations à des risques santé liées au changement climatique (zoonoses, risques cardio-vasculaire, affections respiratoires, etc.) peut poser la question de la capacité des États à continuer de couvrir ce risque. Par ailleurs, la couverture exclut les nombreux travailleurs du secteur informel. Comment les travailleurs informels se couvrent-ils contre les risques de santé ? En affectant le rendement des travailleurs et donc la rentabilité des entreprises (Aguilar-Gomez *et al.*, 2023), le dérèglement climatique peut inciter les entrepreneurs à adapter leur organisation, leurs méthodes et temps de travail pour réduire l'exposition de leurs travailleurs formels et informels aux effets négatifs de certaines manifestations du dérèglement climatique. Quelles sont les adaptations observées ? Par quels types d'entreprises de telles adaptations sont elles mises en œuvre ?

La demande d'assurance face aux aléas climatiques et/ou face à des risques pour la santé induits par le dérèglement climatique peut également être satisfaite par les marchés. La dernière décennie s'est notamment caractérisée par le développement de produits d'assurance indexés au climat (Surminski *et al.*, 2016 ; Leblois *et al.*, 2020). Le recours à ce type de produits semble cependant encore limité, soulevant un certain nombre d'interrogations : comment sont-ils perçus par les populations ? Quels segments de la population y ont recours, lesquels restent en marge ? Les clients en sont-ils satisfaits ? Pour améliorer le recours à ces produits complexes, des actions complémentaires peuvent être envisagées portant sur la numération des populations, sur les techniques de productions agricoles, etc. Cet appel accueillera des études de cas autour de la portée de telles actions complémentaires. Plus généralement, jusqu'où se fait la marchandisation de la couverture assurantielle contre le risque climat et comment est organisée/régulée la construction sociale et politique de ce marché ?

Axe 3 – Stratégies informelles et outils formels : quelle articulation ? Pour quels bénéfices ?

La pluralité des outils de protection mobilisables par les individus pour se protéger contre les aléas, y compris climatiques, soulève des interrogations sur leur articulation à l'échelle individuelle, et sur les logiques de coopération/compétition entre acteurs « offrant » de la protection : État, familles, entreprises, chefs d'associations religieuses, mais aussi ONG. Dans ce cadre, plusieurs questions sont d'intérêt.

Une première question concerne la disposition des individus à transférer une partie de leur revenu à l'État plutôt qu'au chef de famille pour financer la protection sociale publique, dans un contexte marqué par une incertitude sur l'efficacité de l'État dans la conduite de sa politique sociale. Cette interrogation gagne en pertinence dans un contexte de dérèglement climatique dont les effets se font sentir de manière étendue, touchant des territoires considérables par leur nature. En effet, dans ce cas, l'État peut détenir un avantage comparatif par rapport aux familles (et à tout acteur local) dans l'offre de protection puisque la mutualisation des risques peut être plus efficace en coordonnant les actions sur un espace géographique plus vaste.

Une deuxième question est relative à la façon dont les flux de transferts, liés à l'appartenance des individus à des réseaux d'assurance informels ou à leur adhésion à des systèmes formels d'assurance interagissent ensemble : en particulier, y a-t-il le risque d'un effet d'éviction ? Ces interactions sont importantes à documenter, l'efficacité des outils formels étant susceptible d'être influencée par les mécanismes préexistants de redistribution des ressources à l'échelle du réseau familial (Angelucci, 2018).

Une troisième interrogation porte sur les logiques de coopération/compétition entre les acteurs offrant des instruments de protection. Par exemple, à quelles conditions le chef de famille ou le chef religieux est-il prêt à transférer son pouvoir de taxation des ressources de la famille à l'État ?

Axe 4 – Mesures, perceptions, représentations

Il est important de noter que les choix des individus en matière d'assurance peuvent être influencés par leur perception des risques climatiques et la compréhension de leur échelle d'impact. Il peut donc être utile de revenir sur la notion de risque, sur sa perception par les individus eux-mêmes et par les décalages éventuels avec les mesures objectives. En effet, la perception des risques se présente comme une combinaison de la probabilité perçue de subir un choc et de l'anticipation des conséquences de ce choc (Kellens et al., 2013). Si des facteurs cognitifs entrent en compte, les croyances peuvent aussi influencer la perception des risques. Par exemple, dans quelle mesure le capital humain des individus influence-t-il leur perception des risques climatiques et de leur échelle d'impact ? La perception varie-t-elle suivant la source de l'information et de ses relais (média, leader religieux, experts scientifiques, État) ? Quels sont les déterminants des écarts entre les risques réels et leur perception ?

Modalités de soumission des articles au dossier du n°257 (2025-1) de la Ried

Les auteur·es s'engagent à lire la [ligne éditoriale](#) de la *Revue internationale des études du développement* et s'engagent à respecter la [charte éthique](#).

Le processus de sélection se déroule comme suit selon les dates indiquées dans le calendrier de production ci-dessous :

1- Envoi de la proposition d'article

Les auteur·es envoient un résumé, en français, anglais, ou espagnol, présentant le projet d'article en environ 4 000 signes, espaces comprises, soit environ 500 mots ou une page.

Le fichier Word du résumé, intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Proposition-257 », comprend :

- Le titre : court et précis, de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- La question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Des jalons bibliographiques (hors du décompte des signes)

Un second fichier Word, intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Infos » indique de manière exhaustive les noms et prénoms des auteur·e·s, leur discipline, statut, rattachement institutionnel, adresses courriel, l'indication de l'auteur correspondant.

Ces éléments sont indispensables à l'examen de la proposition d'article. L'adéquation de la proposition à l'appel à contributions est vérifiée par les coordinateurs·trices et la rédaction de la revue.

2- Envoi de l'article

Les auteur·e·s dont les propositions d'article ont été sélectionné·e·s à l'étape précédente s'engagent à envoyer une première version de leur article qui doit impérativement correspondre aux normes de la revue, indiquées à cette page : [consignes aux auteurs](#) (disponible en français, anglais, espagnol).

Les articles (de 45 000 signes environ, espaces comprises, hors résumé et bibliographie), pourront être rédigés en français, anglais ou espagnol. Ils doivent être originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement*.

Les articles sont alors soumis à une lecture en double-aveugle auprès de deux évaluateurs spécialistes et extérieurs à la revue.

Les références citées doivent être présentées selon le format indiqué à cette page : [Normes bibliographiques](#) (format APA).

Calendrier de production

Les auteur·e·s s'engagent à respecter le calendrier indiqué par la rédaction.

Les propositions d'articles sont à soumettre **avant le 11 mars 2024** aux quatre adresses ci-dessous :

- elsa.gautrain96@gmail.com
- hamidoudiallo93@gmail.com
- karine.marazyan@gmail.com
- revdev@univ-paris1.fr

- **Les auteur·e·s présélectionné·e·s** par les coordinateur·ice·s et le comité de rédaction seront prévenu·e·s par l'équipe de la revue la semaine du **22 mars 2024**.

- **Les premières versions des articles**, conformes aux consignes aux auteur·e·s de la revue, seront envoyées par les auteur·e·s aux courriels précités **avant le 3 juin 2024**.

- **Le processus d'évaluation** durera quelques mois, chaque article - anonyme - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité, et la sortie en librairie de ce n°257 2025-1 est prévue pour mars 2025.

Références citées

- Akresh, R. (2009). Flexibility of household structure: Child fostering decisions in Burkina Faso. *Journal of Human Resources*, 44(4), 976-997. <https://doi.org/10.3368/jhr.44.4.976>
- Aguilar-Gomez, S., Gutierrez, E., Heres, D., Jaume, D. & Tobal, M. (2022). Thermal stress and financial distress: Extreme temperatures and firms' loan defaults in Mexico. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3934688>

- Anderson, S., Baland, J. M. & Moene, K. O. (2009). Enforcement in informal saving groups. *Journal of development Economics*, 90(1), 14-23. <https://doi.org/10.1016/j.jdevco.2008.09.003>
- Angelucci, M., De Giorgi, G. & Rasul, I. (2018). Consumption and investment in resource pooling family networks. *The Economic Journal*, 128(615), 2613-2651. <https://doi.org/10.1111/eoj.12534>
- Auriol, E., Lassebie, J., Panin, A., Raiber, E. & Seabright, P. (2020). God insures those who pay? Formal insurance and religious offerings in Ghana. *The Quarterly Journal of Economics*, 135(4), 1799-1848. <https://doi.org/10.1093/qje/qjaa015>
- Baland, J.M., Guiringer, C. & Hartwig, R. (2019) Now or later? The allocation of the pot and the insurance motive in fixed roscas. *Journal of Development Economics*, 140, 1-11. <https://doi.org/10.1016/j.jdevco.2019.04.001>
- Balboni, C., Bandiera, O., Burgess, R., Ghatak, M. & Heil, A. (2022). Why do People Stay Poor?. *The Quarterly Journal of Economics* 137(2), 785-844. <https://doi.org/10.1093/qje/qjab045>
- Beck, S., Vreyer, P. D., Lambert, S., Marazy, K. & Safir, A. (2015). Child Fostering in Senegal. *Journal of Comparative Family Studies*, 46, 57-73. <https://doi.org/10.3138/jcfs.46.1.85>
- Besley, T. & Persson, T. (2009). The origins of state capacity: Property rights, taxation, and politics. *American economic review*, 99(4), 1218-1244. <http://doi.org/10.1257/aer.99.4.1218>
- Chauvet, L., Gubert, F., Mercier, M. & Mesplé-Somps, S. (2015). Migrants' home town associations and local development in Mali. *The Scandinavian Journal of Economics*, 117(2), 686-722. <http://www.jstor.org/stable/43673717>
- Chort, I., Hotte, R., & Marazy, K. (2022). Income Shocks, Bride Price and Child Marriage in Turkey. IZA Discussion Paper No. 15288.
- Corno, L., Hildebrandt, N. & Voena, A. (2020). Age of marriage, weather shocks, and the direction of marriage payments. *Econometrica*, 88(3), 879-915. <https://doi.org/10.3982/ECTA15505>
- Cox, D. (2007). Biological Basics and the Economics of the Family. *Journal of Economic Perspectives*, 21(2), 91-108. <http://www.jstor.org/stable/30033719>
- Defrance, D., Delesalle, E. & Gubert, F. (2023). Migration response to drought in Mali. An analysis using panel data on Malian localities over the 1987-2009 period. *Environment and Development Economics*, 28(2), 171-190. <https://doi.org/10.1017/S1355770X22000183>
- Gubert, F. (2002). Do migrants insure those who stay behind? Evidence from the Kayes area (Western Mali). *Oxford development studies*, 30(3), 267-287. <https://doi.org/10.1080/1360081022000012699>
- Jayachandran, S., De Laat, J., Lambin, E. F., Stanton, C. Y., Audy, R. & Thomas, N. E. (2017). Cash for carbon: A randomized trial of payments for ecosystem services to reduce deforestation. *Science*, 357(6348), 267-273. <https://doi.org/10.1126/science.aan0568>
- Leblois, A., Le Cotty, T. & d'Hôtel, E. M. (2020). How might climate change influence farmers' demand for index-based insurance?. *Ecological economics*, 176, 106716. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2020.106716>
- Marchetta, F. (2013). Migration and nonfarm activities as income diversification strategies: the case of Northern Ghana. *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 34(1), 1-21. <https://doi.org/10.1080/02255189.2013.755916>
- Parmesan, C., Morecroft, M. D., & Trisurat, Y. (2022). Climate change 2022: Impacts, adaptation and vulnerability (Doctoral dissertation, GIEC).
- Platteau, J.-P. (2014). Redistributive Pressures in Sub-Saharan Africa: Causes, Consequences, and Coping Strategies. In Akyeampong, E., Bates, R. H., Nunn, N. & Robinson, J. (Ed.), *Africa's Development in Historical Perspective*, 153-207. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139644594.008>
- Ronnkvist, S. R., Thiede, B. C., & Barber, E. (2023). Child fostering in a changing climate: evidence from sub-Saharan Africa. *Population and Environment*, 45(4), 29. <https://doi.org/10.1007/s11111-023-00435-2>
- Sindzingre, A. (2003). Liberalisation, multilateral institutions and public policies: the issue of sovereignty in sub-saharan africa. *Monde en développement*, 3, 23-56. <https://doi.org/10.3917/med.123.0023>
- Stark, O., & Bloom, D. E. (1985). The new economics of labor migration. *The American Economic Review*, 75(2), 173-178. <http://www.jstor.org/stable/1805591>
- Surminski, S., Bouwer, L. & Linnerooth-Bayer, J. (2016). How insurance can support climate resilience. *Nature Clim Change*, 6, 333-334. <https://doi.org/10.1038/nclimate2979>

CALL FOR PAPERS
“Risks, protections, and climate change”
Revue internationale des études du développement no. 257 (2025-1)

Guest Editors

- **Hamidou Diallo**, economics, research fellow at UMR DIAL, IRD, France
- **Elsa Gautrain**, economics, post-doctoral researcher, Université de Fribourg, Switzerland
- **Karine Marazyan**, economics, associate professor, Université de Rouen - LASTA, France

According to the 2022 IPCC report, between 3.3 and 3.6 billion people currently live in areas that are highly exposed to climate change and its effects. The countries of the Global South feature a high concentration of areas where climate change can already be keenly felt and will be even more so in the future, whether through extreme climatic events (such as typhoons and heat domes) or through phenomena that fundamentally modify environmental characteristics (such as rising water levels, soil acidification, and changing precipitation patterns). Furthermore, the populations in these countries are particularly vulnerable to the consequences of such upheavals due to their production system, which is largely oriented towards the primary sector, and their relatively weak economic and human development. This results in a limited ability to deal with large-scale destructive events and in limited options to mitigate their effects.

Not only has the exposure to risks increased, but these risks have been interacting with other sources of vulnerability in the countries of the South, linked to levels of poverty and informality, to social inequalities, or even to unstable political or security contexts. Thus, climate change raises questions about the means made available to populations to protect themselves against emerging risks, whose magnitude is likely to increase in the future, and about the effective ability of these means to protect individuals' and households' standard of living.

Diverse means are available to individuals seeking protection against risks. This call for papers is particularly interested in informal protection mechanisms based on family and community relationships, as well as in two formal tools: public policies to strengthen household resilience and climate insurance products sold on the market.

The analysis of tools and mechanisms is not new in development studies. However, these increasing risks as well as their changing nature, with large-scale climatic shocks that can simultaneously affect a greater number of individuals (what is called “common shocks”), raise a major question: to what extent do the existing informal and formal tools remain effective? This special issue aims in particular to better understand whether these protection instruments for individuals meet the increased expected needs, and to identify the groups of individuals that are on the margins of protection, whatever its nature.

Expected proposals and aims of the issue

This special issue aims to bring together articles examining the way in which individuals and organizations have been rethinking (or not) their risk management methods to better face the challenges brought about by climate change. To combine perspectives and methods, this call for papers invites the submission of work falling within the scope of the four lines of inquiry below, from all disciplines in the social sciences. The proposed studies may be based on original data from quantitative surveys, on qualitative data from interviews, on life stories, on corpora of texts (press, speeches, etc.), and may rely on quantitative, qualitative, or mixed-analysis tools.

Lines of inquiry

To guide the contributions to this issue, we propose four lines of inquiry, it being understood that an article may correspond to several of them.

Line of inquiry 1 – Climate challenges and informal risk management strategies: what is the nature of the reconfigurations taking place?

In a context in which protection needs are substantial and in which formal means of protection, such as those offered by states or markets, remain poorly accessible, families are among the first informal networks on which individuals can rely to benefit from protection against the vagaries of everyday life.

Several characteristics of family networks, such as the high level of altruism and easier circulation of information among their members (linked to the multiplicity of interactions), explain their relative effectiveness when it comes to safeguarding their members against the vagaries of life (Cox, 2007). Although the protection function is not the only determinant (Platteau, 2014), it helps explain the numerous transfers of income observed between family members. Income transfers within a family network help protect individuals against shocks that negatively affect their income under a few simple conditions and in particular if family members' sources of income are diversified. However, climatic events may impact a vast geographic area and thus negatively affect the income of entire communities and families. Climate change therefore potentially calls into question the ability of family networks that are local to cope with climatic shocks and the need for protection. How have family networks been adapting to face the new risks linked to climate change? In particular, have there been changes in the residence choices of core network members with the aim of diversifying their sources of income?

In the African context, the migration of individuals to agro-climatic zones (within the same country or to another country) that are different from their initial environment is one of the ways of building or strengthening the resilience of families against common risks (Gubert, 2002; Marchetta, 2013, Defrance et al., 2023). With climate change, have such migrations intensified? How have these migrations shifted, on a national and international scale, with deteriorating reception conditions for migrants (for example, harsher reception conditions for international migrants)? Have families been putting more pressure on their migrant members to transfer more money or to do so more frequently?

Protecting against shocks thanks to remittances from migrants implies being able to finance the migration of one or more family members. However, this comes at a significant cost. The scale of climate shocks can make this financing more difficult and plunge families into a form of immobility trap. Have such traps been observed?

Other practices partly respond to families' need for protection. This is the case for example of fostering children to strengthen the bonds of solidarity (and transfers) within a family (Isiugo-Abanihe, 1985) or to transfer the responsibility of one child at least temporarily to other family members who are better off (Akresh, 2009; Beck et al., 2015; McGavock, 2023; Ronkvist et al., 2023). This is also the case of early marriages for girls, particularly when these marriages come with the payment of matrimonial compensation to their parents (Corno et al., 2020; Chort et al., 2022). Due to climate change, how have these practices evolved?

Other networks provide their members and therefore individuals with a measure of social protection. This is the case in particular for religious organizations (Auriol et al., 2020), savings groups (Baland et al., 2019), businesses (whether informal or formal), but also migrant organizations which can meet the needs of non-migrant members thanks to the resources amassed at destination (Chauvet et al., 2015). How has climate change impacted the ability of these groups to protect their members?

Lastly, how do these different potential sources of protection interact at the individual level: families, religious groups, and (informal or formal) employers? Do their actions complement each other? Do they replace one another?

Line of inquiry 2 – Climate challenges and formal protection tools: what responses do formal organizations and markets provide?

Several initiatives, introduced and financed (at least in part) by non-governmental organizations or by international organizations, afford populations a measure of protection. These initiatives can be divided into two broad categories:

- monetary or productive-asset transfers, such as those from BRAC (Bangladesh Rural Advancement Committee) which aim at strengthening the economic resilience of households in the face of shocks (Balboni et al., 2022);
- programs that aim directly at reducing climate risks by subsidizing environmental protection measures (such as transfers for environmental services; see Jayachandran et al., 2017).

Have these initiatives reached their objectives? How much do such interventions cost? How can their durability be guaranteed? The effectiveness of these programs relies in part on properly targeting beneficiary populations. How is this targeting carried out and how is it perceived by the populations? This call for papers invites proposals that address the question of the targeting methodology, the way in which the exposure to climate risks is objectified to identify beneficiaries, but also potentially instrumentalized by local elites to capture resources.

Public social protection policies, which draw on European models, usually cover health risks. However, the increased exposure of populations to health risks linked to climate change (zoonoses, heart disease, respiratory conditions, etc.) may raise the question of states' ability to continue covering these risks. Furthermore, coverage excludes many workers in the informal sector. How do informal workers protect themselves against health risks? By affecting worker performance and therefore company profitability (Aguilar-Gomez et al., 2023), climate change may lead entrepreneurs to adapting their organization, methods, and working hours to reduce the exposure of their formal and informal workers to the negative effects of certain climate change events. What adaptations have been observed? What types of companies have implemented such adaptations?

The demand for insurance in the face of climate uncertainty and/or the health risks induced by climate change can also be met by the markets. The last decade has been characterized by the development of climate-indexed insurance products (Surminski et al., 2016; Leblois et al., 2020). However, the use of such products still seems limited, raising a certain number of questions: how have they been perceived by populations? Which segments of the population resort to them and which do not? Are customers satisfied with them? To improve the use of these complex products, complementary actions may be considered relating to the numeracy of populations, agricultural production techniques, etc. This call for papers invites case studies focused on the scope of such complementary actions. More generally, to what extent is insurance coverage against climate risks commodified and how is the social and political construction of this market organized/regulated?

Line of inquiry 3 – Informal strategies and formal tools: how do they interact? What benefits do they provide?

The plurality of protection tools that individuals can use to protect themselves against risks, including climate uncertainty, raises questions about their interaction at the individual level, and about the logic of cooperation/competition between the actors "offering" protection: states, families, businesses, heads of religious organizations, but also NGOs. In this context, several questions are of interest.

The first question concerns individuals' willingness to transfer part of their income to the state rather than to the head of family to finance public social protection, in a context marked by uncertainty when it comes to the effectiveness of the state in the implementation of its social policy. This question has become more relevant in the context of climate change, whose effects are felt widely across vast territories. Indeed, in this case, the state may have a comparative advantage compared to families (and to any local actor) in the protection offered since pooling risks can be more effective by coordinating actions over a vaster geographical area.

The second question relates to the interactions between transfer flows, which are linked to individuals belonging to informal insurance networks or holding formal insurance policies: in particular, is there a crowding-out effect? It is important to document these interactions, as the effectiveness of formal tools is likely influenced by pre-existing mechanisms that redistribute resources across family networks (Angelucci, 2018).

The third question concerns the logic of cooperation/competition between the actors offering protection instruments. For example, under what conditions are heads of families or religious leaders willing to transfer their power to tax resources from the family to the state?

Line of inquiry 4 – Measures, perceptions, and representations

It is important to note that individuals' insurance choices may be influenced by their perception of climate risks and understanding of their scale of impact. It may therefore be useful to reexamine the notion of risk, its perception by individuals themselves and possible discrepancies with objective measures. Indeed, risk perception is a combination of the perceived probability of experiencing a shock and the anticipation of the consequences of this shock (Kellens et al., 2013). Since cognitive factors should be taken into account, beliefs may also influence risk perception. For example, to what extent does individual human capital influence the perception of climate risks and of their scale of impact? Does perception vary according to the source of information and its transmission channels (media, religious leaders, scientific experts, and/or states)? What are the determinants of the gaps between real risks and their perception?

Submission details / Participation in Issue no. 257 (2024/3) of the RIED

The authors agree to read the editorial policy of the *Revue internationale des études du développement* and to comply with the [code of ethics](#) and the [Guidelines for Authors](#).

The selection process will take place according to the dates specified in the publication calendar below.

1. Submitting the proposal:

The proposals in French, English, or Spanish must present the paper in 4,000 characters (with spaces), or approximately one page. The file for the proposal must be entitled "AUTHOR'S SURNAME-Proposal-257," and **must include**:

- a title (70 characters maximum, with the possibility of adding a subtitle);
- an abstract detailing the research question, the theoretical framework, the fieldwork, and the main results;
- some bibliographical references (not included in the character count);
- a second file entitled "AUTHOR'S SURNAME-257-info," including the author's first name and last name, their status, their institutional affiliation, and their email address.

The relevancy of the proposals with regard to this call for papers and their conformity to the journal guidelines will be verified by the journal editors and the editorial team and a preselection of the proposals will be made.

2. Submitting the paper:

The authors whose proposals have been selected will be invited to send a first draft of their article, which must absolutely follow the guidelines for Authors. The articles will then be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic.

The articles (45,000 characters with spaces, excluding the abstract and references) may be written in French, English, or Spanish. They must be original work. They may however have been presented at a conference (with proceedings), as long as they have been adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement*, but the author must not submit their paper to another journal simultaneously.

The references cited must be presented in APA format.

Publication calendar

The authors agree to comply with the calendar.

The proposals must be submitted by March 11, 2024 to:

- elsa.gautrain96@gmail.com
- hamidoudiallo93@gmail.com
- karine.marazyan@gmail.com
- revdev@univ-paris1.fr

The authors preselected by the editors and the editorial committee will be notified by the editorial team the week of March 22, 2024.

The first draft (V1), following the journal's guidelines for authors, must be submitted by the authors to the aforementioned email addresses by **June 3, 2024**.

The evaluation process will take a few months; each – anonymous – article will be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic. Requesting a first version of the article does not constitute a commitment on the part of the journal to publish the aforementioned article, which must be approved by the editorial committee, following the different steps in the evaluation process; no. 257 is expected to be published in March 2025.

References

- Akresh, R. (2009). Flexibility of household structure: Child fostering decisions in Burkina Faso. *Journal of Human Resources*, 44(4), 976-997. <https://doi.org/10.3368/jhr.44.4.976>
- Aguilar-Gomez, S., Gutierrez, E., Heres, D., Jaime, D. & Tobal, M. (2022). Thermal stress and financial distress: Extreme temperatures and firms' loan defaults in Mexico. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3934688>
- Anderson, S., Baland, J. M. & Moene, K. O. (2009). Enforcement in informal saving groups. *Journal of Development Economics*, 90(1), 14-23. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2008.09.003>
- Angelucci, M., De Giorgi, G. & Rasul, I. (2018). Consumption and investment in resource pooling family networks. *The Economic Journal*, 128(615), 2613-2651. <https://doi.org/10.1111/econj.12534>
- Auriol, E., Lassebie, J., Panin, A., Raiber, E. & Seabright, P. (2020). God insures those who pay? Formal insurance and religious offerings in Ghana. *The Quarterly Journal of Economics*, 135(4), 1799-1848. <https://doi.org/10.1093/qje/qjaa015>
- Baland, JM., Guiringer, C. & Hartwig, R. (2019) Now or later? The allocation of the pot and the insurance motive in fixed roscas. *Journal of Development Economics*, 140, 1-11. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2019.04.001>
- Balboni, C., Bandiera, O., Burgess, R., Ghatak, M. & Heil, A. (2022). Why do People Stay Poor?. *The Quarterly Journal of Economics* 137(2), 785-844. <https://doi.org/10.1093/qje/qjab045>
- Beck, S., Vreyer, P. D., Lambert, S., Marazyan, K. & Safir, A. (2015). Child Fostering in Senegal. *Journal of Comparative Family Studies*, 46, 57-73. <https://doi.org/10.3138/jcfs.46.1.85>
- Besley, T. & Persson, T. (2009). The origins of state capacity: Property rights, taxation, and politics. *American economic review*, 99(4), 1218-1244. <http://doi.org/10.1257/aer.99.4.1218>
- Chauvet, L., Gubert, F., Mercier, M. & Mesplé-Somps, S. (2015). Migrants' home town associations and local development in Mali. *The Scandinavian Journal of Economics*, 117(2), 686-722. <http://www.jstor.org/stable/43673717>
- Chort, I., Hotte, R., & Marazyan, K. (2022). Income Shocks, Bride Price and Child Marriage in Turkey. IZA Discussion Paper No. 15288.
- Corno, L., Hildebrandt, N. & Voena, A. (2020). Age of marriage, weather shocks, and the direction of marriage payments. *Econometrica*, 88(3), 879-915. <https://doi.org/10.3982/ECTA15505>
- Cox, D. (2007). Biological Basics and the Economics of the Family. *Journal of Economic Perspectives*, 21(2), 91-108. <http://www.jstor.org/stable/30033719>
- Defrance, D., Delesalle, E. & Gubert, F. (2023). Migration response to drought in Mali. An analysis using panel data on Malian localities over the 1987-2009 period. *Environment and Development Economics*, 28(2), 171-190. <https://doi.org/10.1017/S1355770X22000183>
- Gubert, F. (2002). Do migrants insure those who stay behind? Evidence from the Kayes area (Western Mali). *Oxford development studies*, 30(3), 267-287. <https://doi.org/10.1080/1360081022000012699>
- Jayachandran, S., De Laat, J., Lambin, E. F., Stanton, C. Y., Audy, R. & Thomas, N. E. (2017). Cash for carbon: A randomized trial of payments for ecosystem services to reduce deforestation. *Science*, 357(6348), 267-273. <https://doi.org/10.1126/science.aan0568>
- Leblois, A., Le Cotty, T. & d'Hôtel, E. M. (2020). How might climate change influence farmers' demand for index-based insurance?. *Ecological economics*, 176, 106716. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2020.106716>

- Marchetta, F. (2013). Migration and nonfarm activities as income diversification strategies: the case of Northern Ghana. *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 34(1), 1-21. <https://doi.org/10.1080/02255189.2013.755916>
- Parmesan, C., Morecroft, M. D., & Trisurat, Y. (2022). Climate change 2022: Impacts, adaptation and vulnerability (Doctoral dissertation, GIEC).
- Platteau, J.-P. (2014). Redistributive Pressures in Sub-Saharan Africa: Causes, Consequences, and Coping Strategies. In Akyeampong, E., Bates, R. H., Nunn, N. & Robinson, J. (Ed.), *Africa's Development in Historical Perspective*, 153-207. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139644594.008>
- Ronnkvist, S. R., Thiede, B. C., & Barber, E. (2023). Child fostering in a changing climate: evidence from sub-Saharan Africa. *Population and Environment*, 45(4), 29. <https://doi.org/10.1007/s11111-023-00435-2>
- Sindzingre, A. (2003). Liberalisation, multilateral institutions and public policies: the issue of sovereignty in sub-saharan africa. *Monde en développement*, 3, 23-56. <https://doi.org/10.3917/med.123.0023>
- Stark, O., & Bloom, D. E. (1985). The new economics of labor migration. *The american Economic review*, 75(2), 173-178. <http://www.jstor.org/stable/1805591>
- Surminski, S., Bouwer, L. & Linnerooth-Bayer, J. (2016). How insurance can support climate resilience. *Nature Clim Change*, 6, 333-334. <https://doi.org/10.1038/nclimate2979>

LLAMAMIENTO A CONTRIBUCIONES “Riesgos, protecciones y cambio climático” *Revue internationale des études du développement* n° 257 (2025-1)

Coordinación del número

- **Hamidou Diallo**, economía, economista e investigador asociado al UMR DIAL, IRD, Francia
- **Elsa Gautrain**, economista, post-doctorando, Université de Fribourg, Suisse
- **Karine Marazyan**, economía, profesora-investigadora, Université de Rouen - LASTA, Francia

Según el informe del GIEC (IPCC, 2022), entre 3,3 y 3,6 miles de millones de personas viven actualmente en zonas con fuerte exposición al cambio climático y a sus efectos. Los países del sur concentran las zonas donde las manifestaciones del cambio climático ya son y serán más numerosas, ya sea fenómenos climáticos extremos (por ejemplo, tifones y bóvedas térmicas) o fenómenos que modifican de forma esencial las características del medio ambiente (como el aumento del nivel del mar, la acidificación de los suelos y el cambio de regímenes de lluvias). De hecho, las poblaciones de los países del sur son particularmente vulnerables a las consecuencias de estos cambios debido a su sistema de producción orientado, en gran medida, hacia el sector primario y de su desarrollo económico y humano relativamente débiles. Esto genera una capacidad limitada para luchar contra los acontecimientos destructores de envergadura y opciones limitadas para disminuir sus efectos.

De una parte, la exposición a los riesgos aumenta y, de otra, estos riesgos interactúan con otras fuentes de vulnerabilidad en los países del sur, ligados a los niveles de pobreza y de informalidad, a las desigualdades sociales, o a la inestabilidad de los contextos políticos o de seguridad. Así, el cambio climático suscita interrogaciones en cuanto a los medios puestos a disposición de las poblaciones para protegerse contra los riesgos emergentes y susceptibles de convertirse en mayores en el futuro, y a la capacidad efectiva de estos medios de protección del nivel de vida de los individuos y de su hogar.

Los medios a disposición de los individuos para protegerse de los riesgos son diversos. En este llamamiento a contribuciones, se manifiesta un interés particular a los mecanismos informales de protección basados en las relaciones familiares y comunitarias así como a dos instrumentos formales: las políticas públicas de refuerzo de la resiliencia de los hogares y los productos de garantía climática accesibles en los mercados.

El análisis de los instrumentos y mecanismos no es reciente en los estudios del desarrollo. Sin embargo, el aumento de riesgos y el cambio de su naturaleza, con perturbaciones climáticas de relevancia que pueden afectar simultáneamente a un número mayor de personas (hablamos de “perturbaciones comunes”) suscitan una interrogación de importancia: ¿en qué medida son eficaces estos instrumentos informales y formales existentes? Un reto de este dossier temático es, en particular, entender mejor la adecuación de estos instrumentos de protección de los individuos al aumento de las necesidades esperadas e identificar los grupos de individuos al margen de cualquier tipo de protección.

Propuestas esperadas y objetivos del dossier

Este dossier temático tiene como objetivo reunir artículos que interroguen la manera en que los individuos y las organizaciones se replantean o no sus modalidades de gestión de riesgos para afrontar mejor los desafíos climáticos. Para cruzar visiones y métodos, este llamamiento exhorta la presentación de trabajos de todas las disciplinas de las ciencias sociales que se inscriban en los cuatro enfoques siguientes. Los análisis propuestos pueden basarse en datos originales, provenientes de encuestas cuantitativas, y en datos cualitativos obtenidos a través de entrevistas, de

testimonios vitales, de corpus de textos (prensa, discursos, etc.) que movilicen instrumentos de análisis cuantitativos, cualitativos o mixtos.

Enfoques de investigación

Para orientar las contribuciones a este dossier, proponemos cuatro enfoques de investigación. Obviamente, un artículo podrá abordar varios enfoques.

Enfoque 1 – Desafíos climáticos y estrategias informales de gestión de riesgos: ¿qué reconfiguraciones?

En un contexto donde las necesidades de protección son sustanciales y los medios de protección formal, como los propuestos por el Estado o los mercados, son poco accesibles, las familias forman uno de los primeros sistemas informales con los cuales los individuos pueden contar para beneficiar de una protección contra los imprevistos cotidianos.

Varias características del sistema familiar, como un elevado nivel de altruismo entre los miembros, una circulación facilitada de la información en su interior (ligado a la multiplicidad de interacciones), explican su eficacia relativa para asegurar sus miembros contra los avatares de la vida (Cox, 2007). A pesar de que la función de protección no sea el único determinante (Platteau, 2014), esta contribuye a explicar las numerosas transferencias de ingresos observados entre sus miembros en el seno de las familias. Las transferencias de ingresos en el seno de un sistema familiar ayudan a la protección de los individuos contra las perturbaciones que afecten negativamente sus ingresos bajo algunas condiciones simples y, especialmente, si las fuentes de ingresos de los miembros de la familia se diversifican. Sin embargo, los fenómenos climáticos pueden alcanzar a un vasto espacio geográfico y afectar así, negativamente, a los ingresos de comunidades y familias enteras. El cambio climático pone en entredicho, potencialmente, la sostenibilidad del sistema familiar, cuando este es local, para enfrentarse con las perturbaciones climáticas y la necesidad de protección. ¿Cómo se adapta el sistema familiar para gestionar los nuevos riesgos ligados al cambio climático? De forma particular, ¿se observa una modificación de las opciones de residencia de los núcleos de los miembros de este sistema con un objetivo de diversificación de las fuentes de ingresos?

En el contexto africano, la migración de individuos hacia zonas agroclimáticas (dentro de un mismo país o en otro país) diferentes del medio de origen es una de las formas de construir o de reforzar la resiliencia de las familias contra los riesgos comunes (Gubert, 2002; Marchetta, 2013; Defrance *et al.*, 2023). Con el cambio climático, ¿se observa una intensificación de tales migraciones? ¿Cómo se recomponen estas migraciones, a escala nacional e internacional, cuando las condiciones de acogida de los migrantes se degradan (con el endurecimiento de las condiciones de acogida de los inmigrantes, por ejemplo)? ¿Ejercen las familias una presión más acentuada sobre sus miembros emigrantes para transferir más dinero o con mayor frecuencia?

Protegerse de las perturbaciones gracias a las remesas de fondos de los emigrantes supone poder financiar, con antelación, la emigración de uno o varios miembros de la familia. Sin embargo, se trata de un coste significativo. La envergadura de las perturbaciones climáticas puede hacer esta financiación más difícil y sumir familias en una forma de trampa inmovilizadora. ¿Se observan este tipo de trampas?

Otras prácticas responden, en parte, a la necesidad de protección de las familias. Es el caso, por ejemplo, del confiage de niños para reforzar los vínculos de solidaridad en el seno de la familia (y las transferencias) (Isiugo-Abanihe, 1985) para trasladar, por lo menos puntualmente, la carga de un niño a otros miembros de la familia económicamente más favorecidos (Akresh, 2009; Beck *et al.*, 2015; McGavock, 2023; Ronkvist *et al.*, 2023). Este es también el caso de las bodas precoces de niñas, particularmente, allí donde su boda implica el pago de compensaciones matrimoniales a sus padres (Corno *et al.*, 2020; Chort *et al.*, 2022). ¿Cómo evolucionan estas prácticas debido al cambio climático?

Otros sistemas brindan cierta protección social a sus miembros y, por consiguiente, a sus individuos. Este es el caso, especialmente, de las asociaciones religiosas (Auriol et al., 2020), de los grupos de ahorro (Baland et al., 2019), de las empresas (formales o informales) pero también de las asociaciones de emigrantes que pueden satisfacer las necesidades de los miembros que no emigran gracias a los recursos acumulados en destino (Chauvet et al., 2015). ¿Cómo impacta el cambio climático la capacidad de estos grupos para proteger a sus miembros?

¿Finalmente, cómo se articulan, a escala individual, estas potenciales diferentes fuentes de protección: la familia, el grupo religioso, el empleador (informal o formal)? ¿Cómo se completan sus acciones? ¿Se sustituyen unas a otras?

Enfoque 2 – Desafíos climáticos e instrumentos de protección formales: ¿cuáles son las respuestas de las organizaciones formales y de los mercados?

Algunas iniciativas, introducidas o financiadas (en parte, por lo menos) por organizaciones no gubernamentales u organizaciones internacionales aportan cierta protección a las poblaciones. Estas iniciativas pueden agruparse en dos grandes categorías:

- las transferencias monetarias o de activos productivos, como aquellas de la BRAC (*Bangladesh Rural Advancement Committee*) dirigidas a reforzar la resiliencia económica de los hogares frente a las perturbaciones (Balboni et al., 2022);

- los programas dirigidos directamente a la reducción de los riesgos climáticos subvencionando las medidas de protección del medioambiente (como las transferencias para servicios medioambientales, ver Jayachandran et al., 2017).

¿Cumplen estas iniciativas sus objetivos? ¿Cuál es el coste de estas intervenciones? ¿Cómo aseguran su sostenibilidad? La eficacia de estos programas reposa, en parte, en la identificación de las poblaciones beneficiadas. ¿Cómo se realiza tal identificación y cómo es percibida por las poblaciones? Este llamamiento incita aquellas propuestas que aborden la cuestión de la metodología de la identificación, la manera en la que la exposición a los riesgos climáticos es objetivada para identificar los beneficiarios pero también, potencialmente, instrumentalizada por las élites locales para captar los recursos.

Las políticas públicas de protección social, inspiradas de modelos europeos, cubren, habitualmente, el riesgo sanitario. Sin embargo, la exposición incrementada de las poblaciones a riesgos sanitarios ligados al cambio climático (zoonosis, riesgos cardiovasculares, enfermedades respiratorias, etc.) puede plantear la cuestión de la capacidad de los Estados para seguir sufragando tal riesgo. Por otro lado, la cobertura excluye numerosos trabajadores del sector informal. ¿Cómo se protegen los trabajadores informales de los riesgos sanitarios? Al afectar el rendimiento de los trabajadores y, por tanto, la rentabilidad de las empresas (Aguilar-Gomez et al., 2023), el cambio climático puede incitar a los empresarios a adaptar su organización, sus métodos y su tiempo de trabajo para reducir la exposición de sus trabajadores formales e informales a los efectos negativos de ciertas manifestaciones del cambio climático. ¿Cuáles son los ajustes observados? ¿Qué tipos de empresas implementan tales ajustes?

La demanda de garantía frente a los avatares climáticos y/o frente a los riesgos para la salud derivados del cambio climático puede ser satisfecha, igualmente, por los mercados. La última década se caracterizó, esencialmente, por el desarrollo de productos de seguro indizados al clima (Surminski et al., 2016; Leblois et al., 2020). El recurso a este tipo de productos parece, no obstante, limitado y suscita cierto número de interrogaciones: ¿cómo son percibidos por las poblaciones? ¿Qué segmentos de la población tienen acceso y cuáles se quedan al margen? ¿Están satisfechos los clientes? Para mejorar el recurso a estos productos complejos, pueden tomarse en cuenta acciones complementarias correspondientes a la aritmética de las poblaciones, a las técnicas de producción agrícolas, etc. Este llamamiento acogerá estudios de caso sobre el alcance de tales acciones complementarias. De forma más general, ¿hasta dónde llega la mercantilización de la cobertura de los seguros contra el riesgo climático y cómo se organiza/regula la construcción social y política de este mercado?

Enfoque 3 – Estrategias informales e instrumentos formales: ¿cómo se articulan? ¿cuáles son sus beneficios?

La pluralidad de instrumentos de protección que pueden ser movilizados para protegerse contra los riesgos, incluidos los climáticos, suscita interrogaciones sobre su articulación a nivel individual y sobre las lógicas de cooperación/competición entre actores que “ofrecen” protección: Estado, familias, empresas, cabecillas de asociaciones religiosas pero también ONG. En este marco, varias cuestiones tienen interés.

Una primera cuestión concierne a la disposición de los individuos para transferir una parte de sus ingresos al Estado, en lugar de hacerlo al jefe de familia, para financiar la protección social pública en un contexto marcado por la incertidumbre acerca de la eficacia del Estado en la implementación de su política social. Esta interrogación resulta más pertinente en un contexto de cambio climático donde los efectos se manifiestan ampliamente, afectando territorios considerables por su naturaleza. En efecto, en tal caso, el Estado puede detentar una ventaja comparativa con respecto a las familias (y a cualquier actor local) en la oferta de protección puesto que la mutualización de riesgos puede ser más eficaz si se coordinan las acciones en un espacio geográfico más amplio.

Una segunda cuestión es relativa a la forma en que los flujos de remesas, ligados a la pertenencia de los individuos a sistemas de seguros informales o a su adhesión a sistemas formales de seguros interactúan juntos: ¿en particular, existe un riesgo de un efecto de evicción? Es importante documentar tales interacciones, ya que la eficacia de los instrumentos formales es susceptible de estar influenciada por los mecanismos ya existentes de redistribución de los recursos al nivel del sistema familiar (Angelucci, 2018).

Una tercera interrogación trata de las lógicas de cooperación/competición entre los actores que proporcionan instrumentos de protección. Por ejemplo, ¿con qué condiciones está dispuesto el jefe de familia o el cabecilla religioso a transferir su poder de imposición de los recursos de la familia al Estado?

Enfoque 4 – Medidas, percepciones, representaciones

Es importante constatar que las opciones de los individuos en materia de seguro pueden verse influenciadas por su percepción de los riesgos climáticos y por la comprensión de su escala de impacto. Por lo tanto, puede ser útil repasar la noción de riesgo, su percepción por los propios individuos y por los eventuales desfases con las medidas objetivas. En efecto, la percepción de los riesgos se presenta como una combinación de la probabilidad percibida de sufrir una perturbación y de la anticipación de las consecuencias de esta última (Kellens et al., 2013). Si los factores cognitivos entran en cuenta, las creencias también pueden influenciar la percepción de los riesgos. Por ejemplo, ¿en qué medida el capital humano de los individuos influencia su percepción de los riesgos climáticos y de su escala de impacto? ¿Varía la percepción según la fuente de información y sus intermediarios (medios de comunicación, líderes religiosos, expertos científicos, Estado)? ¿Cuáles son los determinantes de los desfases entre riesgos reales y su percepción?

Modalidades de presentación de las proposiciones / Participación al Dossier del n°257 (2024/3) de la Revista

Los autores se comprometen a consultar la [línea editorial](#) de la *Revue internationale des études du développement* y a cumplir con la [carta ética](#) y [las recomendaciones a los autores](#).

El proceso de selección se desarrolla como sigue, según las fechas indicadas en el siguiente calendario de producción:

1-Envío de la propuesta de contribuciones

Las propuestas de contribuciones, en francés, inglés o español, presentan el proyecto de artículo en más o menos 4.000caracteres (con espacios), equivalentes a unas 500palabras o una página.

La propuesta, cuyo dossier se llama “NOMBRE DEL AUTOR-Propuesta-257”, incluye:

-El título de 70 caracteres máximo (con la posibilidad de agregar un subtítulo)

-Un resumen del artículo que detalle el tema de la investigación, su marco teórico, el terreno estudiado y sus principales resultados

-Referencias bibliográficas (no incluidas en el total de los caracteres autorizados)

-Un fichero adjunto llamado "NOMBRE DEL AUTOR-Infos-257" incluyendo los nombres y apellidos de los autores, sus estatuto y pertenencia institucional, así como su dirección de correo electrónico.

Los coordinadores y los editores de la revista comprueban la idoneidad de la propuesta para la convocatoria y realizan una preselección.

2-Envío del artículo

Se invita los autores cuya propuesta de contribución fue preseleccionada a enviar una primera versión de su artículo que debe imperativamente corresponder a las normas indicadas anteriormente. Los artículos se someten entonces a una lectura doble ciego de dos evaluadores, especialistas y ajenos a la revista.

Los artículos (de 45000 caracteres máximo, espacios incluidos, pero sin resumen y bibliografía) podrán ser redactados en francés, inglés o español y deben ser originales. Sin embargo, podrán haber sido objetos de comunicaciones en coloquios (con actas), bajo la condición de ser adaptados a las normas exigidas por la *Revue internationale des études du développement*.

Las referencias citadas deben presentarse en formato APA.

Calendario de producción

Las propuestas de artículos deberán ser enviadas antes del 11 de Marzo 2024 a:

- elsa.gautrain96@gmail.com
- hamidoudiallo93@gmail.com
- karine.marazyan@gmail.com
- revdev@univ-paris1.fr

-Las o los autores preseleccionados por las coordinadoras y el comité de redacción recibirán una respuesta por parte del equipo de la revista la semana del 22 de Marzo 2024.

-Las primeras versiones de los artículos, en conformidad a las normas de la revista, deberán ser enviadas por los autores a las direcciones de correo citadas **antes del 3 de Junio 2024**.

-El proceso de evaluación durará unos meses. Cada artículo —anonimizado— será sometido a un mecanismo de evaluación de doble ciego por lectores, expertos externos a la revista, sobre el tema tratado, y el lanzamiento del número está previsto para Marzo 2025.

Referencias citadas

- Akresh, R. (2009). Flexibility of household structure: Child fostering decisions in Burkina Faso. *Journal of Human Resources*, 44(4), 976-997. <https://doi.org/10.3368/jhr.44.4.976>
- Aguilar-Gomez, S., Gutierrez, E., Heres, D., Jaime, D. & Tobal, M. (2022). Thermal stress and financial distress: Extreme temperatures and firms' loan defaults in Mexico. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3934688>
- Anderson, S., Baland, J. M. & Moene, K. O. (2009). Enforcement in informal saving groups. *Journal of development Economics*, 90(1), 14-23. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2008.09.003>
- Angelucci, M., De Giorgi, G. & Rasul, I. (2018). Consumption and investment in resource pooling family networks. *The Economic Journal*, 128(615), 2613-2651. <https://doi.org/10.1111/ecoj.12534>
- Auriol, E., Lassebie, J., Panin, A., Raiber, E. & Seabright, P. (2020). God insures those who pay? Formal insurance and religious offerings in Ghana. *The Quarterly Journal of Economics*, 135(4), 1799-1848. <https://doi.org/10.1093/qje/qjaa015>
- Baland, JM., Guirkinger, C. & Hartwig, R. (2019) Now or later? The allocation of the pot and the insurance motive in fixed roscas. *Journal of Development Economics*, 140, 1-11. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2019.04.001>

- Balboni, C., Bandiera, O., Burgess, R., Ghatak, M. & Heil, A. (2022). Why do People Stay Poor?. *The Quarterly Journal of Economics* 137(2), 785-844. <https://doi.org/10.1093/qje/qjab045>
- Beck, S., Vreyer, P. D., Lambert, S., Marazyan, K. & Safir, A. (2015). Child Fostering in Senegal. *Journal of Comparative Family Studies*, 46, 57-73. <https://doi.org/10.3138/jcfs.46.1.85>
- Besley, T. & Persson, T. (2009). The origins of state capacity: Property rights, taxation, and politics. *American economic review*, 99(4), 1218-1244. <http://doi.org/10.1257/aer.99.4.1218>
- Chauvet, L., Gubert, F., Mercier, M. & Mesplé-Somps, S. (2015). Migrants' home town associations and local development in Mali. *The Scandinavian Journal of Economics*, 117(2), 686-722. <http://www.jstor.org/stable/43673717>
- Chort, I., Hotte, R., & Marazyan, K. (2022). Income Shocks, Bride Price and Child Marriage in Turkey. IZA Discussion Paper No. 15288.
- Corno, L., Hildebrandt, N. & Voena, A. (2020). Age of marriage, weather shocks, and the direction of marriage payments. *Econometrica*, 88(3), 879-915. <https://doi.org/10.3982/ECTA15505>
- Cox, D. (2007). Biological Basics and the Economics of the Family. *Journal of Economic Perspectives*, 21(2), 91-108. <http://www.jstor.org/stable/30033719>
- Defrance, D., Delesalle, E. & Gubert, F. (2023). Migration response to drought in Mali. An analysis using panel data on Malian localities over the 1987-2009 period. *Environment and Development Economics*, 28(2), 171-190. <https://doi.org/10.1017/S1355770X22000183>
- Gubert, F. (2002). Do migrants insure those who stay behind? Evidence from the Kayes area (Western Mali). *Oxford development studies*, 30(3), 267-287. <https://doi.org/10.1080/1360081022000012699>
- Jayachandran, S., De Laat, J., Lambin, E. F., Stanton, C. Y., Audy, R. & Thomas, N. E. (2017). Cash for carbon: A randomized trial of payments for ecosystem services to reduce deforestation. *Science*, 357(6348), 267-273. <https://doi.org/10.1126/science.aan0568>
- Leblois, A., Le Cotty, T. & d'Hôtel, E. M. (2020). How might climate change influence farmers' demand for index-based insurance?. *Ecological economics*, 176, 106716. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2020.106716>
- Marchetta, F. (2013). Migration and nonfarm activities as income diversification strategies: the case of Northern Ghana. *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 34(1), 1-21. <https://doi.org/10.1080/02255189.2013.755916>
- Parmesan, C., Morecroft, M. D., & Trisurat, Y. (2022). Climate change 2022: Impacts, adaptation and vulnerability (Doctoral dissertation, GIEC).
- Platteau, J.-P. (2014). Redistributive Pressures in Sub-Saharan Africa: Causes, Consequences, and Coping Strategies. In Akyeampong, E., Bates, R. H., Nunn, N. & Robinson, J. (Ed.), *Africa's Development in Historical Perspective*, 153-207. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139644594.008>
- Ronnkvist, S. R., Thiede, B. C., & Barber, E. (2023). Child fostering in a changing climate: evidence from sub-Saharan Africa. *Population and Environment*, 45(4), 29. <https://doi.org/10.1007/s11111-023-00435-2>
- Sindzingre, A. (2003). Liberalisation, multilateral institutions and public policies: the issue of sovereignty in sub-saharan africa. *Monde en développement*, 3, 23-56. <https://doi.org/10.3917/med.123.0023>
- Stark, O., & Bloom, D. E. (1985). The new economics of labor migration. *The American Economic Review*, 75(2), 173-178. <http://www.jstor.org/stable/1805591>
- Surminski, S., Bouwer, L. & Linnerooth-Bayer, J. (2016). How insurance can support climate resilience. *Nature Clim Change*, 6, 333-334. <https://doi.org/10.1038/nclimate2979>